

# Enfants de migrants, ils quittent Paris pour Bamako

Les Soninkés représentent la communauté la plus importante de la diaspora malienne. Aujourd'hui, certains de leurs enfants nés en France remettent le cap sur leur deuxième pays.

Bamako.  
Correspondance.

On les appelle les « repats ». Il y a les expatriés ; eux sont des « repatriés ». Enfants de migrants africains, ils ont choisi de rentrer au pays de leurs parents. Et de faire mentir les afro-pessimistes.

À Bamako, la capitale malienne, Hâbou Diawara, avocate au Barreau de Paris, travaille désormais au sein du cabinet Satis Partner. « Je crois que le Mali est à un moment où il y a un réel dynamisme économique, les gens ont envie de faire des affaires. Les cabinets cherchaient des jeunes compétents et bien formés, donc voilà. Je me suis rendue compte que j'aurai toujours du travail ici », explique la trentenaire.

« Mes origines, mon rapport à mon pays et à ma culture d'origine, c'est la moitié de moi. C'est comme si j'étais née physiquement et biologiquement métisse ; et donc je me considère aussi française que malienne », déclare Hâbou. Les cadres supérieurs, comme elle, représentent près de 40 % des « repats ».

## Présent au CES

Dans un tout autre secteur, celui de l'énergie solaire, il y a Abdoulaye Gackou, co-fondateur de la start-up Yeelen Solar. En 2015, après avoir séjourné dans le village de son père, Bidadji, dans la région de Kayes, l'entrepreneur a pu identifier les besoins énergétiques des habitants et mettre au point deux générateurs, la *lighting box* et la *solar box*. « J'ai été dans



Ali Dioumanéra (en haut), Hâbou Diawara (en bas) et Abdoulaye Gackou ont quitté la France pour travailler au Mali.

la première délégation africaine ayant participé au CES (Consumer electronics show, NDLR) de Las Vegas, en janvier, explique l'ingénieur. L'Unesco m'a fait confiance pour faire l'électrification de la mosquée de Djenné, en mars. Aujourd'hui, ils souhaitent que je supervise les travaux. »

À Kayes, le berceau des Soninkés

dans l'ouest du pays, Ali Dioumanéra a décidé, avec ses frères, de créer une usine de glace, Dioumanéra & Frères. Avant cela, « j'étais frigoriste, donc, la personne idéale pour lancer cette activité ». Se définissant comme une personne « multitâche », Ali Dioumanéra fait aussi de l'import/export depuis son installation au Mali.

À ses yeux, il était inconcevable de « venir de France pour faire une production artisanale. Je regrette de voir certains de nos parents revenir après cinquante ans d'immigration, cultiver les champs avec la même bêche qu'ils avaient au moment de leur départ ».

Founé DIARRA.



Founé Diarra et Hâbou Diawara

## Emprunter risque de coûter plus cher

La Banque centrale européenne va cesser d'acheter des dettes d'État. De quoi redouter une hausse des taux d'intérêt.

Repères

### Est-ce cher d'emprunter ?

Non. Les taux des crédits immobiliers sur quinze ans se situent aujourd'hui entre 1,05 et 1,39 %, calcule *Meilleurtaux.com*. Mais ça pourrait ne pas durer. Car les taux d'emprunt de la France risquent d'augmenter l'an prochain. Et ils entrent en compte dans le calcul des taux immobiliers.

### Pourquoi les taux de la France risquent-ils d'augmenter ?

Parce que la Banque centrale européenne (BCE) cessera fin décembre de faire marcher la planche à billets. Depuis 2015, elle aide ainsi les États européens, très endettés, à surmonter la crise. La BCE, qui a le pouvoir de créer des euros, en a émis des milliards. Cela lui a permis d'acheter un total de 2 600 milliards d'euros d'emprunts, émis par des États de la zone euro. Les taux d'intérêt payés par ces pays ont dégringolé, rendant la charge de leur dette moins lourde. La France, qui empruntait à 0,9 %, est tombée à 0,5 %. Sur 200 milliards empruntés chaque année, ça fait 800 millions d'économies.

### Quel est le problème ?

L'injection massive de liquidités ne

Jacques SAYAGH.



Le siège de la Banque centrale européenne, à Francfort (Allemagne).

peut pas durer, au risque de faire exploser l'inflation. Mais pas de paniquer. « S'il devait y avoir une répercussion sur les taux, elle ne serait pas immédiate, analyse Jean-Louis Mourier, économiste chez le courtier Aurel-BGC. Et la fin des rachats de titres ne concerne que les nouvelles dettes. La BCE continuera à racheter celles qu'elle détient et qui arrivent à échéance. »

Mais la perspective d'un renchérissement des taux tombe mal. Le crédit plus cher, ce n'est pas bon pour la croissance, qui montre des signes d'essoufflement.

## Deux Canadiens retenus en Chine

Après l'arrestation de la directrice financière de Huawei, Pékin détiendrait deux ressortissants canadiens. Rétorsion ?

La libération sous caution, à Vancouver, de Meng Wanzhou, la directrice financière et fille du fondateur de l'équipementier chinois Huawei, n'a pas calmé la colère de Pékin. Il est vrai que Meng Wanzhou reste dans l'attente d'une procédure d'extradition vers les États-Unis.

D'où, probablement, la tactique retenue par Pékin pour faire pression sur Ottawa. Les mesures « coercitives » prises lundi par les autorités chinoises contre un ex-diplomate, Michael Kovrig, et un consultant vivant en Chine, Michael Spavor, ont tout de représentées.

Les deux hommes sont soupçonnés « d'activités menaçant la sécurité nationale », selon un quotidien dépendant des autorités provinciales du Liaoning où vit Michael Spavor.

Organisateur de voyages en Corée du Nord, Spavor vit dans le nord-est de la Chine. Il s'était fait connaître en aidant l'ancien basketteur américain Dennis Rodman à se rendre à Pyongyang en 2013 et 2014. Et il a lui-même rencontré le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un, selon des photos de médias officiels nord-coréens. Michael Kovrig est un ex-diplomate



Des douaniers chinois devant l'ambassade canadienne à Pékin.

actuellement en congé sans solde. Installé à Hong Kong, ce quadragénaire est employé par un centre de réflexion, l'*International Crisis Group* (ICG) dont le bureau à Pékin a fermé après l'adoption en Chine d'une loi sur les ONG, entrée en vigueur en 2017, visant à mieux contrôler les activités des organisations étrangères.

Pékin et Ottawa avaient fait de 2018 l'année du tourisme Chine-Canada. L'année se termine sur une note bien amère.

# Les justiciers du climat ne sauveront pas la Cop24

Les négociations patinent en Pologne. À moins de vingt-quatre heures de la fin du sommet, aucun texte ambitieux ne se profile, malgré l'appel d'une coalition de la dernière chance.

Repères

### La Cop24 sera-t-elle un échec ?

Il restait moins de vingt-quatre heures, hier soir, pour adopter des règles ambitieuses afin de mettre en œuvre l'Accord de Paris sur le climat, signé en 2015. Ce sera « difficile », jugeait Catherine McKenna, la ministre canadienne de l'Environnement. Les négociations patinent depuis mardi. De nombreux pays rechignent à rapporter, en toute transparence, les efforts qu'ils font pour réduire leurs émissions de pollution. Aucune avancée claire non plus sur les financements et sur les mécanismes d'aide pour les pays déjà confrontés au réchauffement climatique. À ce rythme, le sommet pourrait se prolonger samedi.

### Qui peut encore la sauver ?

Des justiciers de la dernière chance se sont levés contre l'inaction de certains États. Une sorte de ligue des pays de bonne volonté, appelée « Coalition des ambitions élevées », qui avait fait le succès de la Cop21, à Paris. Le Canada en est, ainsi qu'une partie de l'UE (France, Allemagne, Portugal, Espagne...). Mais il manque des pays importants comme la Chine et l'Inde. Et même des Européens, dont le pays hôte du sommet. « Mais où est la stratégie de la Pologne pour réduire ses émissions polluantes ? » s'inquiète la *Gazeta Wyborcza*, journal polonais d'opposition.

### Qui la freine ?

Les Américains. Malgré leur retrait de l'Accord de Paris – décision prise par



Greta Thunberg, militante, appelle tous les écoliers à faire grève aujourd'hui.

Donald Trump en 2017 –, les États-Unis n'en sortiront techniquement qu'en 2020. En attendant, la délégation américaine s'active... à saper les avancées. Elle ferait tout « pour

rayé des textes qui les dérangent, comme les notions de pertes et dommages », selon le ministre des Affaires étrangères du Vanuatu, Ralph Regenvanu.

### Que disent les scientifiques ?

Ils sont ahuris par l'attitude des quatre pays pétroliers – États-Unis, Arabie saoudite, Russie et Koweït – qui ont remis en question le principe même sur lequel reposent les négociations, à savoir qu'un réchauffement de 1,5 °C serait déjà une catastrophe pour l'humanité. Ces tergiversations, ce scepticisme envers les études scientifiques rapportées par les experts climat du Giec, ont aussi atterré les ONG. L'esprit de Paris semble s'être volatilisé dans les trahisons de la Conférence polonaise.

Christelle GUIBERT.

## Le monde et l'Europe en bref

### Deux Israéliens tués en Cisjordanie

Un homme est descendu d'une voiture, probablement conduite par un complice, et a ouvert le feu sur des soldats et civils à un arrêt de bus non loin de Ramallah. Deux Israéliens ont été tués et deux blessés. En réaction, l'armée israélienne a annoncé le bou-

clage de Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, et l'envoi de bataillons d'infanterie en renfort. Le 9 décembre, une attaque similaire avait coûté la vie à un bébé et fait sept blessés.

### Yémen : trêve dans des régions menacées par la famine

En Suède, un accord a été trouvé par les délégations des belligérants yéménites sur le statut du port de Hodeïda par lequel transite l'essentiel de l'aide internationale et sur l'instauration d'un cessez-le-feu à

l'échelle de sa province. Selon le secrétaire général des Nations unies « il y aura un redéploiement neutre de forces dans le port et dans la ville et l'instauration d'un cessez-le-feu à l'échelle du gouvernement ».

## Nexit

« Si quelqu'un aux Pays-Bas pense encore que le « Nexit » est une bonne idée, regardez donc les énormes dégâts que le Brexit occasionne au Royaume-Uni », a déclaré le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, avant le Sommet européen, hier.

### Irlande : le Parlement légalise l'avortement

Le parlement irlandais a adopté, hier soir, le projet de loi légalisant l'avortement. Sept mois plus tôt, les Irlandais s'étaient prononcés contre l'interdiction constitutionnelle de l'IVG lors d'un référendum. Le texte avait commencé à être examiné par le

Parlement en octobre. Il prévoit d'autoriser l'IVG sans conditions jusqu'à douze semaines ou dans les cas de « risque pour la vie » ou de « grave danger pour la santé » de la femme enceinte.

### Neuf morts dans un accident de train à Ankara



Un train à grande vitesse, qui se dirigeait vers la province de Konya dans le centre de la Turquie, a percuté une locomotive qui effectuait une inspection de la voie dans la

banlieue d'Ankara. La collision a fait neuf morts et quarante-sept blessés. Le train transportait plus de 200 passagers, selon les médias turcs.

### Mali : des Touaregs tués dans l'Est

Attaque terroriste ou raid d'une communauté adverse ? Des dizaines de civils touaregs ont été tués entre mardi et mercredi dans la région de Ménaka, dans le nord-est du Mali, près de la frontière nigérienne. Plus

sieurs centaines de personnes, dont de nombreux civils, appartenant aux communautés peule et touareg, ont péri depuis le début de l'année, dans cette région affectée par des violences intercommunautaires.

### Près d'un tiers des Juifs européens se disent harcelés

L'antisémitisme reste plus que jamais d'actualité, selon une étude réalisée par l'Agence des droits fondamentaux auprès de 16 000 Juifs dans douze États de l'Union européenne, dont la France. Près d'un tiers d'entre eux (28 %) affirme avoir été harcelé

au moins une fois durant l'année passée, mais 79 % ne l'ont pas signalé à la police. 3 % ont été agressés physiquement en cinq ans. Et 34 % des sondés disent éviter les rassemblements juifs car ils ne s'y sentent pas en sécurité.

### Hongrie : la loi travail met le feu aux poudres

L'adoption mercredi par le Parlement hongrois d'une loi controversée sur la flexibilisation du temps de travail a mis la capitale Budapest en ébullition. Quelque 1 500 personnes se sont rassemblées dans la soirée devant le Parlement, certains se mettant à genou pour symboliser le fait d'être « devenus esclaves ». La

nouvelle loi fait passer de 250 à 400 – soit l'équivalent de deux mois de travail – le nombre d'heures supplémentaires auxquelles peuvent recourir les employeurs chaque année. Elle allonge aussi à trois ans le délai de paiement de ces heures, contre un an maximum actuellement.

### Urgence Yémen : appel aux dons

La plus grande crise humanitaire se déroule en ce moment au Yémen. Elle nous incite à lancer un appel pour venir en aide aux enfants, aux femmes et aux hommes victimes civiles de la guerre. Vous pouvez adresser vos dons à Ouest-France Solidarité, Urgence Yémen, 10, rue du Breil, 35051 Rennes cedex 9 ou via Internet, sur le site *ouestfrance-solidarite.org*. Un reçu fiscal vous sera adressé.

